

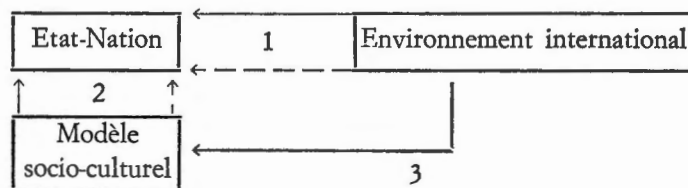
Etat-Nation, environnement international et changement culturel ⁽¹⁾

par Bernard CAZES,

★

L'examen des relations entre Etat-Nation et environnement international se termine fréquemment par un diagnostic affirmant que le premier est de plus en plus inadapté à cause des bouleversements intervenus dans le second. En d'autres termes le cadre national et les pouvoirs étatiques qui lui correspondent ne sont plus à la mesure des problèmes extérieurs à résoudre, qu'il s'agisse de défense nationale, de création des industries dites de pointe ou de préservation de l'environnement face aux « pollutions sans frontières ».

C'est bien de cela que je vais traiter, mais je voudrais ne pas me limiter au couple Etat-Nation/environnement international, car il me semble que leurs rapports ne peuvent pas s'analyser de manière quelque peu rigoureuse si l'on ne fait pas intervenir une troisième variable que j'appellerai le modèle socio-culturel (2) et où j'inclurai les attentes, préférences et règles



(1) Version remaniée d'un exposé présenté au colloque organisé par le Centre Catholique des Intellectuels Français (C.C.I.F.) (17-18 mars 1973) sur les problèmes internationaux, et qui diffère donc de sa formulation initiale dans la mesure où l'apport des débats a pu être intégré.

(2) Pour un autre exemple d'analyse utilisant également cette variable, cf. le rapport du Groupe d'Etudes Prospectives du VIème Plan, 1985 - *La France face au choc du futur* (A. Colin, 1972).

de conduite des élites et du grand public en tant qu'ils intéressent les fonctions de l'Etat et les moyens dont il dispose pour les exercer.

Ce schéma est conçu de façon à mettre en relief les influences qui s'exercent à partir de l'environnement international et du modèle socio-culturel en direction de l'Etat-Nation, dans le sens du renforcement (flèches en trait plein) ou de l'affaiblissement (flèches en pointillé). On notera qu'aucune réaction n'est attribuée à l'Etat-Nation, ce qui s'explique par le fait que ce texte cherche simplement à identifier les forces qui interviennent dans tel ou tel sens, et non à prescrire ce que devrait faire l'Etat-Nation face à ces influences de sens contradictoire. Par ailleurs, la liaison n° 3 (environnement international — modèle socio-culturel) n'est qu'esquissée, et ne comporte aucune distinction entre affaiblissement et renforcement.

I. Les influences de l'environnement international sur l'Etat-Nation.

Précisons à ce propos qu'affaiblissement revêt ici deux significations : accroissement des moyens de l'Etat, mais aussi création d'un sentiment d'inadaptation de l'Etat face à ces responsabilités (3). Symétriquement, le renforcement peut se manifester aussi bien par l'apparition d'une exigence que l'Etat est jugé mieux apte à satisfaire que d'autres formes d'organisation concurrentes.

1. Les facteurs d'affaiblissement de l'Etat-Nation.

J'utiliserai le concept classique de *menace* pour résumer les deux situations où une modification de l'environnement international peut provoquer un déclin de l'Etat-Nation, le raisonnement étant qu'il y a perte de crédibilité si l'on voit se dessiner des menaces d'une ampleur telle que tout Etat-Nation pris isolément paraît incapable de les affronter victorieusement.

Mentionnons d'abord les menaces d'ordre *militaire*. Dans les années 50, l'énorme disproportion entre armements soviétiques et européens a beaucoup contribué à diffuser en Europe occidentale l'idée que chaque Etat, avec ses seules forces, n'était plus en mesure d'assumer sérieusement l'une des deux missions essentielles qu'assigne Julien Freund au pouvoir politique, à savoir le maintien d'un niveau de sécurité nationale suffisant.

Les menaces peuvent également être *économiques*. Ainsi dans l'immédiat après-guerre, les Européens ont accepté successivement le contrôle assez minutieux par l'E C A de l'emploi des fonds Marshall, et l'intégration économique, parce qu'ils doutaient que leurs ressources propres fussent suffisantes pour faire face aux tâches de reconstruction et de développe-

(3) Ce point est fortement souligné dans T. GEIGER, *The Fortunes of the West* (University of Indiana Press, 1972).

ment qu'ils avaient à affronter. Les menaces économiques sont cependant une arme à double tranchant, car elles peuvent pousser à un repli protectionniste et profiter ce faisant, au moins momentanément, à l'Etat-Nation. C'est ce qui s'est passé par exemple lors de la Grande Crise des années 30. Même des formes plus modernes de « défi », comme l'« écart technologique » entre 1960 et 1965, ont en fait servi d'argument à des thèses diamétralement opposées, celles des fédéralistes européens et celles des partisans de l'Europe des patries.

2. *Les facteurs de renforcement.*

Il est logique d'envisager d'abord le cas inverse du précédent. En effet, toute menace qui s'éloigne (ou que l'on estime s'éloigner) a une incidence positive sur la crédibilité de l'Etat-Nation. C'est probablement ce qui s'est passé avec la forte atténuation des craintes suscitées en Europe Occidentale par la puissance militaire soviétique (4), qui a enlevé l'un des grands handicaps qui pesait sur l'institution de l'Etat-Nation. Le fait que l'écart technologique USA-Europe soit tenu pour infiniment moins important qu'il y a dix ans va sans doute dans le même sens.

Examinons maintenant une seconde situation, correspondant à une menace dont la nature serait telle qu'elle interdirait en bonne logique de recourir à une parade « transnationale ». Cette définition s'applique parfaitement aux atteintes à l'économie culturelle (franglais, films importés, etc.). Mais il faut être conscient qu'ici aussi nous avons affaire à une arme à double tranchant qui peut agir au détriment de l'Etat-Nation lorsqu'il s'agit de spécificités culturelles « régionales » (Québec, Flandres, Occitanie, etc.).

II. *L'impact du modèle socio-culturel sur l'Etat-Nation.*

Ce second réseau de relations englobe lui aussi des forces contradictoires qui opèrent dans un sens tantôt favorable, et tantôt défavorable à l'Etat-Nation.

1. *Les forces favorables.*

L'esprit de conquête, le nationalisme agressif est en forte régression dans les pays européens, ce qui prive l'Etat-Nation d'une de ses sources de dynamisme. Ne le regrettons pas et demandons-nous s'il pourrait être relayé par un « grand dessein » aux intentions pures (non guerrières). Cela semble peu probable du moins pour un pays de moyenne importance,

(4) Le fait que vers 1967-68 les Soviétiques aient atteint la parité nucléaire avec les Etats-Unis ne semble avoir eu aucun effet à cet égard.

car si le « dessein » est vraiment « grand », il coûtera cher (5), et supportera donc la compétition des objectifs d'ordre interne dont la réalisation constitue précisément une des raisons d'être majeures de l'Etat-Nation à l'époque contemporaine.

Un facteur de renforcement de l'Etat-Nation est en effet la multiplication des aspirations au bien-être et des exigences de solidarité, qui compliquent certes la tâche de gestion de l'Etat, mais lui confèrent en même temps une importance sans précédent aux yeux de ses mandants, et l'obligent à défendre les intérêts de ces derniers jusque sur l'arène internationale, en plaidant pour les intérêts des aviculteurs américains, de l'industrie aéronautique française ou britannique, des producteurs d'agrumes italiens, illustrant ainsi parfaitement la remarque de Marcel Merle selon laquelle « l'imbrication des problèmes intérieurs et des problèmes extérieurs n'a jamais été portée à un si haut point » et que « la distinction entre deux secteurs de l'activité est de plus en plus académique » (6).

Mentionnons enfin une dernière source de dynamisme, qui bénéficie d'ailleurs autant à ce que T. Geiger « The technocratie ordor » (*op. cit.*) qu'à l'Etat-Nation proprement dit. Il s'agit des critiques de l'économie marchande et des défenseurs de la « logique des besoins » dont les revendications ont pour résultat d'accroître un peu plus les responsabilités dont la puissance publique est chargée, et de nécessiter un degré de technicité et d'organisation dont l'agencement est sans doute différent, mais dont la complexité n'est pas moindre.

2. Facteurs défavorables.

a) Passons rapidement sur un cas de figure très improbable, celui où l'affaiblissement de l'Etat-Nation résulterait de son inadéquation par rapport à un grand dessein à l'échelle de l'Europe de l'Ouest, tel que leadership militaire ou spatial, ou réalisation de vastes projets d'aménagement régional de style saint-simonien en Afrique. Qu'on s'en réjouisse ou qu'on le déplore, il ne semble pas que ces coups d'éclat soient très mobilisateurs ce qui peut, il est vrai, signifier tout simplement que l'imagination des « inventeurs sociaux » est à court d'idées. A titre purement illustratif,

(5) Dans son excellent ouvrage *The Foreign Powers in Latin America* (Princeton University Press 1972). H. GOLDHAMER signale précisément la disparité entre les attentes éveillées dans le continent sud-américain par les ambitions de la diplomatie française durant les années 60, et la modestie des moyens mis au service de cette politique. Le rapport de l'Institut Hudson intitulé *L'Envol de la France* (Hachette, 1973) semble il est vrai suggérer discrètement que grâce à la continuité de sa croissance économique, la France aura parfaitement les moyens, vers 1985, de mener une grande politique nucléaire.

(6) M. MERLE, « La transformation des relations internationales », *Associations internationales*, Bruxelles, janvier 1972.

on pourrait songer par exemple à un projet collectif de construction d'une Nouvelle Venise où l'on apprendrait à habiter sans véhicule automobile. Encore faudrait-il que les idées des architectes d'avant-garde aient une force de séduction qui dépasse le cercle des « avant-garde » culturelles. Refaire Brasilia sur le territoire des Neuf ne revêt pas une urgence absolue, ou alors il faudrait envisager deux ou trois modèles concurrents, comme le suggérait le merveilleux livre de Paul et Percival Goodman, *Communitée* (7).

b) Une autre source d'affaiblissement, pas très spectaculaire mais dont l'importance ne saurait être sous-estimée, est que l'idée d'une fermeture complète et durable des frontières est devenue quasiment inconcevable, à cause du désir de variété dans la consommation, du nomadisme dans les passe-temps, et de l'impatience manifestée à l'égard de toute entrave aux contacts interindividuels. Certes des difficultés économiques peuvent amener temporairement un regain de protectionnisme, mais l'Etat-Nation, du moins hors du camp socialiste, ne peut plus considérer comme un remède possible à ses embarras l'abolition du libre mouvement des hommes, des marchandises et peut-être même des capitaux, sous peine de trahir son manque de compétence.

c) Si l'Etat-Nation est plus que jamais considéré comme le grand pourvoyeur de biens et services collectifs, il a beaucoup décliné dans son rôle d'institution privilégiée où les hommes investissent leur désir de participation et d'accomplissement. Ce désir se porte (8) soit au delà de l'Etat (entreprises transnationales, organisations internationales), soit en deçà (micro-régions, « communes »). Un Etat à la fois Providence et traité avec indifférence, ou pire encore, c'est une situation paradoxale dont on peut se demander si elle est vraiment stable, et si elle n'appellera pas un gros effort d'innovation institutionnelle (9).

III. L'irrigation du modèle socio-culturel par l'environnement international.

Que le modèle socio-culturel soit soumis à des influences « exogènes » est un truisme qui n'appelle pas de longs commentaires. Il est peut-être plus intéressant d'essayer d'inventorier, de manière hautement spéculative,

(7) Réédité en livre de poche dans les Vintage Books (Random House), cf. les commentaires de David RIESMAN dans son article « Quelques observations sur les plans de communautés urbaines et l'utopie », *Chronique Sociale de France*, no spécial sur Utopie et société technologique, novembre 1969.

(8) Ce qui ne veut pas dire qu'il obtienne à tous coups satisfaction.

(9) On trouvera des suggestions à ce propos dans le rapport 1985, *op. cit.*

quelques-unes des formes que ces influences peuvent prendre à l'époque contemporaine, en distinguant les pays occidentaux, les pays socialistes, et le Tiers Monde.

1. Influences en provenance du monde développé occidental.

Je me garderai de passer en revue chaque pays, ce qui m'obligerait à énumérer la croissance « à la japonaise », le socialisme « à la suédoise », etc., et je retiendrai seulement quelques phénomènes globaux d'ampleur inégale comme la crainte d'un désastre écologique et d'un épuisement des ressources naturelles, et les nouvelles formes de la concurrence américaine sous l'administration Nixon. Par delà leurs incidences à court terme, il est possible qu'ils aient pour fonction, tout au moins dans une culture de type occidental, de remettre sans cesse en mémoire l'existence du « principe de réalité », rôle qui, comme le signalait Freud (*Le Malaise dans la civilisation*) est assumé par le travail (10). Que l'oxygène ou les métaux manquent en 2050, que l'offensive économique des USA compromette la prospérité quiète de leurs partenaires (ou que l'on *croit* que ces événements vont se produire), autant de raisons pour les Occidentaux de rester fidèles à ce que Geiger appelle leur activisme rédempteur et rationaliste, de redoubler d'ingéniosité scientifique et technique, et de ne pas se vautrer dans les délices de la vie contemplative ou de l'érotisme polymorphe.

2. Influences des pays socialistes.

Soit le schéma suivant :

Pays socialistes	Establishment	Contestataires
URSS	×	
Chine	×	×
Autres pays	×	×

Nous dirons que pour le « public » des contestataires, l'URSS a cessé d'être une source de « nutrition psychique » (R. Ruyer), et que pour l'Establishment, l'URSS est un pôle d'attraction par sa science et ses technologies militaires et spatiales, la Chine par son acuponcture ; quant à la rubrique « autre pays », je ne vois à citer pour l'Establishment, du moins à l'heure présente, que la pensée et la pratique économiques hongroises.

(10) Si, comme beaucoup de futuristes nous l'annoncent, le travail cessera à long terme d'être un impératif social omniprésent, des substituts tels que les incertitudes du contexte international sont d'autant plus nécessaires...

3. *Le Tiers Monde.*

En ce qui concerne l'influence socio-culturelle des pays en voie de développement, il me semble qu'une époque est en train de se clore, celle de la mauvaise conscience matinée selon les cas de paternalisme et d'espérance millénariste. Je vois à cela trois raisons : les succès économiques remportés par certaines nations du Tiers Monde, la renégociation ardue des accords de coopération franco-africains, et l'apprentissage d'un comportement de monopoleur de la part des membres de l'OPEP.

Que reste-t-il alors comme apports socio-culturels ? Des éléments disparates, comme le bouddhisme Zen, les structures familiales en Afrique noire (11) les idées de déscolarisation d'Ivan Illich, dans la mesure où elles sont nées d'expériences latino-américaines. Ce n'est pas négligeable, tant s'en faut, mais par rapport à la phase antérieure, le recul est incontestable.

*
**

Comme cet exposé n'est pas prospectif, il ne se terminera par aucune conjecture sur les risques d'un nouveau Moyen Age (12) où l'Etat-Nation se dissoudrait en communautés de type para-féodal. Une instance supranationale paraît en tout cas peu probable à échéance prévisible, parce que sa supériorité fonctionnelle présumée n'arrive pas à compenser son manque d'attrait psychologique et l'absence d'arrangements institutionnels qui permettraient de la rendre responsable aux yeux de ses « clients ». L'infra-national est affectivement plus attirant mais il est, pour l'instant en tout cas, singulièrement peu crédible quant à sa capacité de faire vivre dans une raisonnable opulence des sociétés nombreuses et complexes. Il reste alors les Etats eux-mêmes, qui sous la double pression des exigences de leurs commettants et des interdépendances extérieures, sont en train d'apprendre à coopérer entre eux, à coordonner leurs politiques, à mettre en commun, peu à peu, des bribes de souveraineté lorsque de longues négociations leur en ont montré l'avantage (13). Processus certainement peu spectaculaire, et que notre époque éprise de vitesse sera portée à trouver bien lent, en oubliant que l'on ne crée pas en un tour de main de nouvelles façons de vivre ensemble entre pays qui ont tous des réflexes étatiques solidement ancrés.

(11) Cf. la thèse de Paul RIESMAN, *Société et liberté chez les Peuls Djelgobé de Haute Volta*, Ecole Pratique des Hautes Etudes, 1970, 2 vol. ronéotés.

(12) Cf. le livre de Roberto VACCA, *Medioevo, Prossimo Venturo* (Einaudi, 1972), traduction française à paraître aux Editions Flammarion. L'hypothèse néo-féodale est discutée dans GEIGER, *op. cit.*

(13) C'est la *Community approach* qu'analyse fort bien Andrew SHONFIELD dans ses Reith Lectures de la BBC (publiées dans *The Listener*, 9 novembre au 14 décembre 1972).

